25 milliards d'euros d'aide à la Grèce

21/02/2010 à 10h00

Les pays de la zone euro fourniront une aide de 20 à 25 milliards d'euros à la Grèce, a calculé le ministère allemand des Finances, selon l'hebdomadaire Der Spiegel.

Il s'agit de "*réflexions initiales*" du ministère, précise le journal qui ajoute que la contribution de chaque pays serait calculée en fonction de sa proportion de capital détenue à la Banque centrale européenne.

Un porte-parole du ministère des Finances n'a pas souhaité commenter cet article, qui précise que cette aide financière prendrait la forme de prêts et de garanties.

> ***Der Spiegel fait également état d'un rapport interne de l'autorité allemande des marchés financiers, la BaFin, concluant que les banques allemandes seraient sérieusement menacées si la Grèce ou d'autres pays comme l'Espagne, le Portugal et l'Italie devenaient insolvables.***

Tous les pays de la zone euro apporteraient leur contribution et la part de l'Allemagne s'élèverait à quatre ou cinq milliards d'euros et serait gérée par la banque publique KfW. L'aide devrait être liée à de strictes conditions et les prêts seraient accordés par tranches une fois que celles-ci seraient respectées.

Interrogé par le magazine allemand, le Premier ministre grec George Papandréou a rappelé à l'Allemagne qu'il ne demandait aucune aide, tout en critiquant l'attitude la Commission européenne concernant le pacte de stabilité.

"*Transparence*"

“*L’Union aurait pu par le passé surveiller avec plus de rigueur si le pacte de stabilité était respecté – avec nous également*“, a-t-il déclaré.

“*Nous devrions dans le futur permettre à l’Office européen de la statistique d’avoir un accès direct aux données individuelles des États membres*“, a-t-il ajouté. “*Nous avions suggéré cela mais tous les pays ne souhaitaient pas se diriger vers autant de transparence*“, a précisé le responsable grec.

Le gouvernement de la chancelière Angela Merkel a jusqu’ici décliné les appels à un engagement financier en faveur de la Grèce en dépit des menaces qu’une absence de soutien à Athènes pourrait faire planer sur l’euro.

En public, Berlin estime que faire preuve d’indulgence envers Athènes pourrait inciter la Grèce et d’autres pays fortement endettés de la zone euro à ne pas prendre des mesures suffisantes pour assainir leurs budgets. **Des parlementaires reconnaissent toutefois en coulisses que l’Allemagne a préparé des mesures au cas où un sauvetage deviendrait inévitable.**

Reuters